



Secrétariat du Conseil du Trésor  
du Canada

Treasury Board of Canada  
Secretariat

Canada

# Cadre pour la gouvernance et la régie des données à l'échelle du gouvernement du Canada

Présentation aux Conseils conjoints

Le 27 février 2020

Marc Brouillard

Dirigeant principal de l'information du Canada

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

1

## UN CADRE POUR LA GOUVERNANCE DES DONNÉES

Présenter le cadre organisationnel, qui comprend la gouvernance et la régie des données, pour les travaux du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) liés à l'élaboration de principes, de politiques et de directives en ce qui concerne la « **prescription de normes à l'échelle du gouvernement en matière de données<sup>1</sup>** ».

2

## PROJET EXPLORATOIRE

Faire approuver l'approche visant à utiliser les PROVINCES et les TERRITOIRES dans le cadre d'un projet exploratoire :

- afin d'établir un cadre pour la gouvernance et la régie des données organisationnelles;
- afin de prescrire une nouvelle norme pangouvernementale relative aux données;
- afin de montrer aux intervenants et à la direction ce que cela implique et de montrer le résultat avantageux qu'offre la gouvernance des données.

# Problématique

Aujourd'hui, chaque ministère et organisme produit et détient un **vaste éventail de données diversifiées et en constante expansion**... souvent recueillies d'une manière, fondée sur des pratiques et des principes informels, qui **rend difficile leur communication** à d'autres ministères ou aux Canadiens. Leur utilisation est **inéegale** dans l'ensemble du gouvernement et leur **valeur est sous-optimisée** dans le processus décisionnel et dans les opérations quotidiennes.

- *Rapport au greffier du Conseil privé : Feuille de route de la Stratégie relative aux données pour la fonction publique fédérale (novembre 2018)*

# Gouvernance des données

La gouvernance des données a été définie en tant que (traduction) « **cadre qui rend officiels les rôles, les fonctions et les procédures qui permettent à une organisation de bien gérer ses données et de l'en faire des biens stratégiques** » <sup>1</sup>

La gouvernance des données vise à déterminer la **façon dont les données seront gérées et contrôlées** (et **par qui**) à quelles fins elles le seront<sup>2</sup>.

La gouvernance des données porte sur la **gestion stratégique des données**.

La gouvernance des données est **une pratique**.

Voici les principales questions examinées :

- Qui est responsable des données?
- Qui a le droit d'établir les règles régissant leur accès et leur réutilisation?
- De quelle façon les règles seront-elles établies?
- Qui profitera des données? Selon quelles modalités?
- Répondre aux questions liées à la sécurité des données, aux normes, à l'interopérabilité et à la localisation.
- Conformité aux lois applicables, p. ex., la *Loi sur la protection des renseignements personnels* pour les renseignements personnels.

<sup>1</sup> Barbara L Cohn, *Data Governance: A Quality Imperative in the Era of Big Data, open Data, and Beyond* (2015) 10:3 ISJLP 811 à 813

<sup>2</sup> Dr Teresa Scassa, [https://www.teresascassa.ca/index.php?option=com\\_k2&view=item&id=293:some-thoughts-on-smart-cities-and-data-governance&Itemid=80](https://www.teresascassa.ca/index.php?option=com_k2&view=item&id=293:some-thoughts-on-smart-cities-and-data-governance&Itemid=80)

Quelles sont les **données** organisationnelles?

Quelles sont les **données** qui traversent les frontières ministérielles?

Qui les collecte? À quelle fin l'utilisent-ils?

Qu'est-ce qu'une « source faisant autorité »? Qui le définit?

Comment les **données** sont-elles échangées?

# QUI DÉCIDE?

Qui le fait bien?

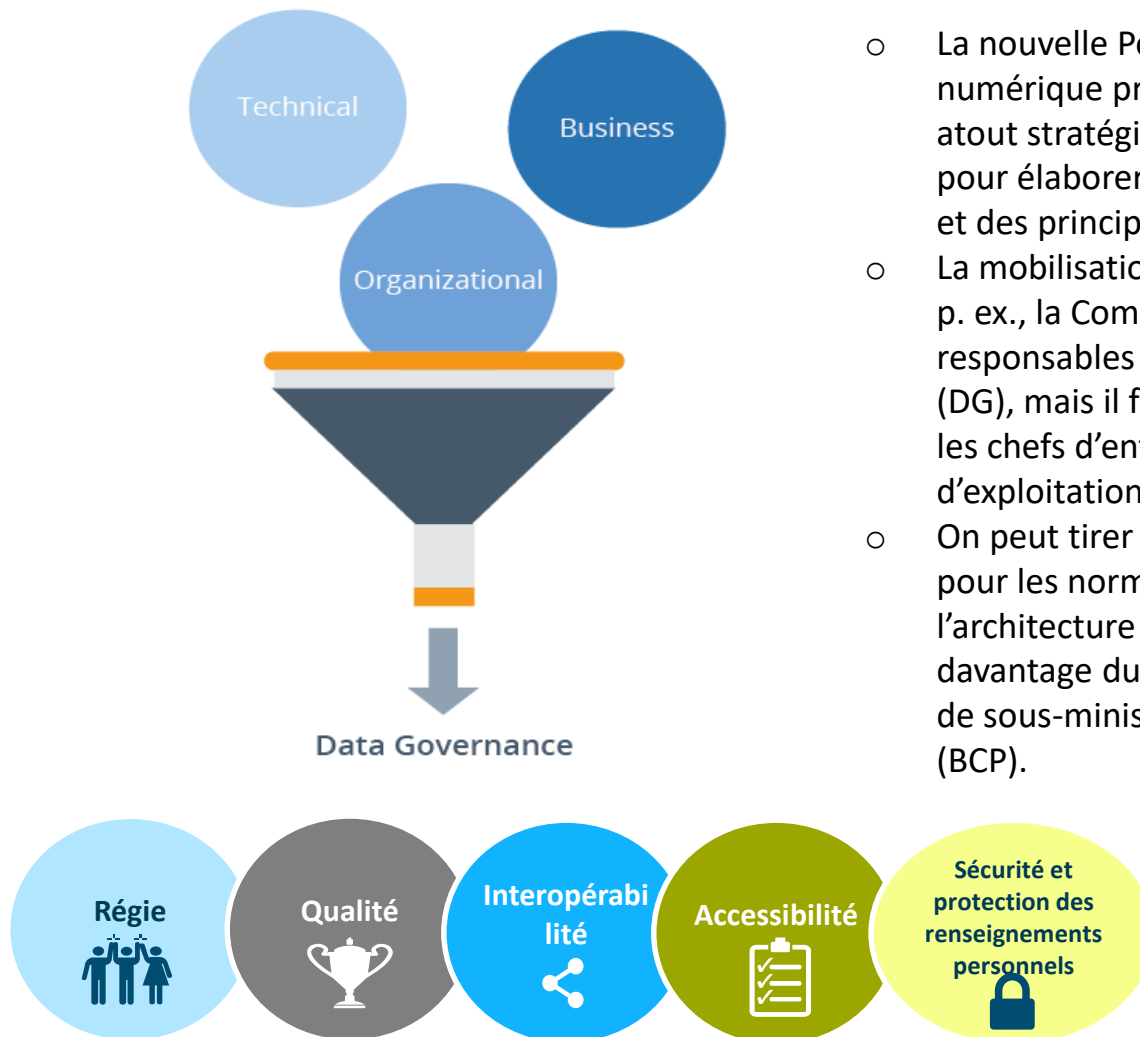
Comment les **données** sont-elles protégées?

Qui sont les experts internationaux?

Comment les données sont-elles modifiées? Qui peut les modifier?

Comment obtenons-nous le consentement à échanger?

# Établir le fondement



- La nouvelle Politique sur les services et le numérique présente les données comme étant un atout stratégique... mais il faut travailler davantage pour élaborer des définitions, des lignes directrices et des principes communs.
- La mobilisation communautaire était non officielle – p. ex., la Communauté de pratique intégrée, les responsables des données du directeur général (DG), mais il faut établir des liens plus étroits avec les chefs d'entreprise, de programme et d'exploitation.
- On peut tirer parti de la gouvernance actuelle du GC pour les normes – p. ex., le Conseil d'examen de l'architecture intégrée (CEAI), mais il faut discuter davantage du rôle décisionnel des nouveaux comités de sous-ministres (SM) du Bureau du Conseil privé (BCP).

# Les fondements de la Politique pour les données à l'échelle organisationnelle

## Politique du Conseil du Trésor sur les services et le numérique (en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2020)

Les résultats escomptés de la présente politique, à l'échelle du gouvernement, sont les suivants : la prestation de services, les activités opérationnelles et l'innovation en matière de programmes sont **facilitées par** la technologie et les **données**.

4.1.2 Le dirigeant principal de l'information (DPI) du Canada est responsable de ce qui suit :

4.1.2.1 Fournir des conseils au secrétaire du Conseil du Trésor du Canada et au président du Conseil du Trésor du Canada sur :

4.1.2.1.1 la gouvernance et la gestion pangouvernementales de l'information, des **données**, de la TI, de la cybersécurité et de la conception et prestation de services;

### 4.3 Gestion ouverte et stratégique de l'information

4.3.1 Le DPI du Canada est responsable de ce qui suit :  
**Normes à l'échelle du gouvernement**

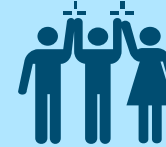
4.3.1.1 Établir des normes pangouvernementales relatives à l'information et aux **données** afin d'assurer la qualité, l'accessibilité et l'interopérabilité des **données**, y compris des taxonomies et des classifications de l'architecture communes, des exigences en matière de qualité et une orientation pour la gestion du cycle de vie.

**Définition des données :** « Ensemble de valeurs de sujets à l'égard de variables qualitatives ou quantitatives qui représente des faits, des statistiques ou des éléments d'information de façon officielle adéquate à la communication, à la réinterprétation ou au traitement. »

# Cadre pour la gouvernance et la régie des données organisationnelles du GC

L'exercice du pouvoir, le contrôle et un processus décisionnel commun (planification, surveillance et application de la loi) en matière des jeux de données stratégiques du GC<sup>1</sup>.

## RÉGIE



Rôles et responsabilités liés aux jeux de données des points de vue technique (intendant des données) et technique (gardien des données).

## QUALITÉ



La planification, la mise en œuvre et le contrôle d'activités liées à la gestion de la qualité des données afin de garantir qu'elles sont adaptées aux besoins.

## ACCESSIBILITÉ



La facilité de découvrir, d'obtenir, d'utiliser et de réutiliser des données et les conditions dans lesquelles ces activités sont menées.

## INTEROPÉRABILITÉ



Gérer le mouvement et l'intégration des données dans les applications et les organisations et entre celles-ci.

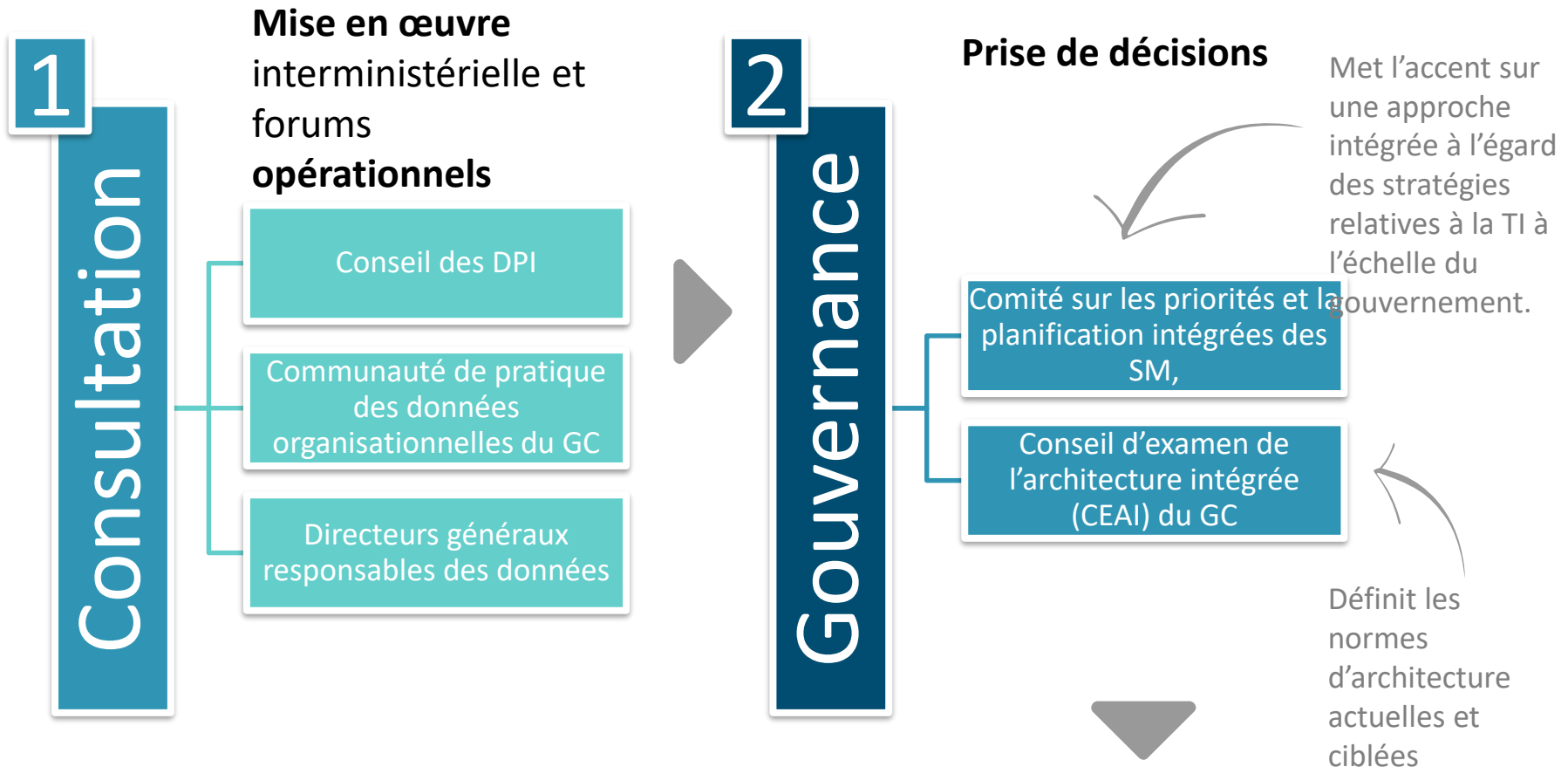
## SÉCURITÉ ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS



Définition, planification et exécution de politiques et de protocoles afin de fournir une authentification, une autorisation, un accès et une vérification adéquats des jeux de données.



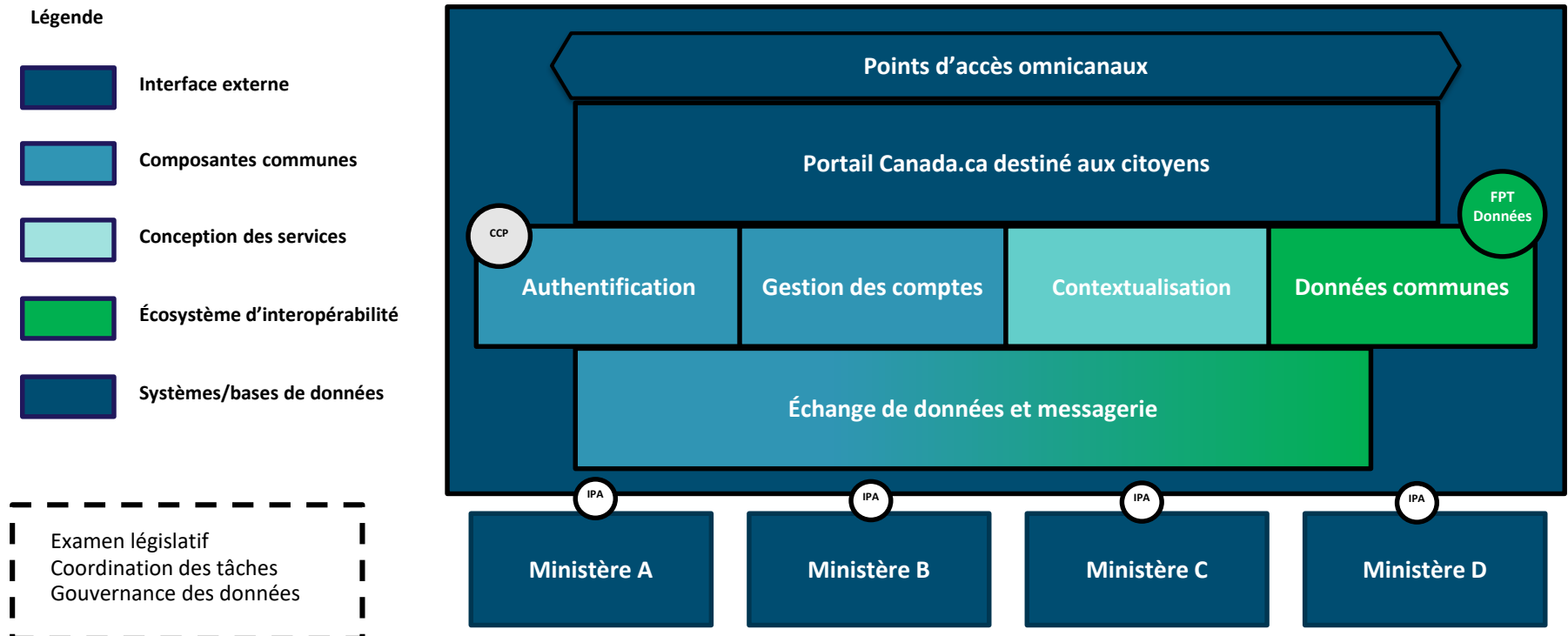
# Un fondement aux autorités, à la gouvernance et à la mobilisation.



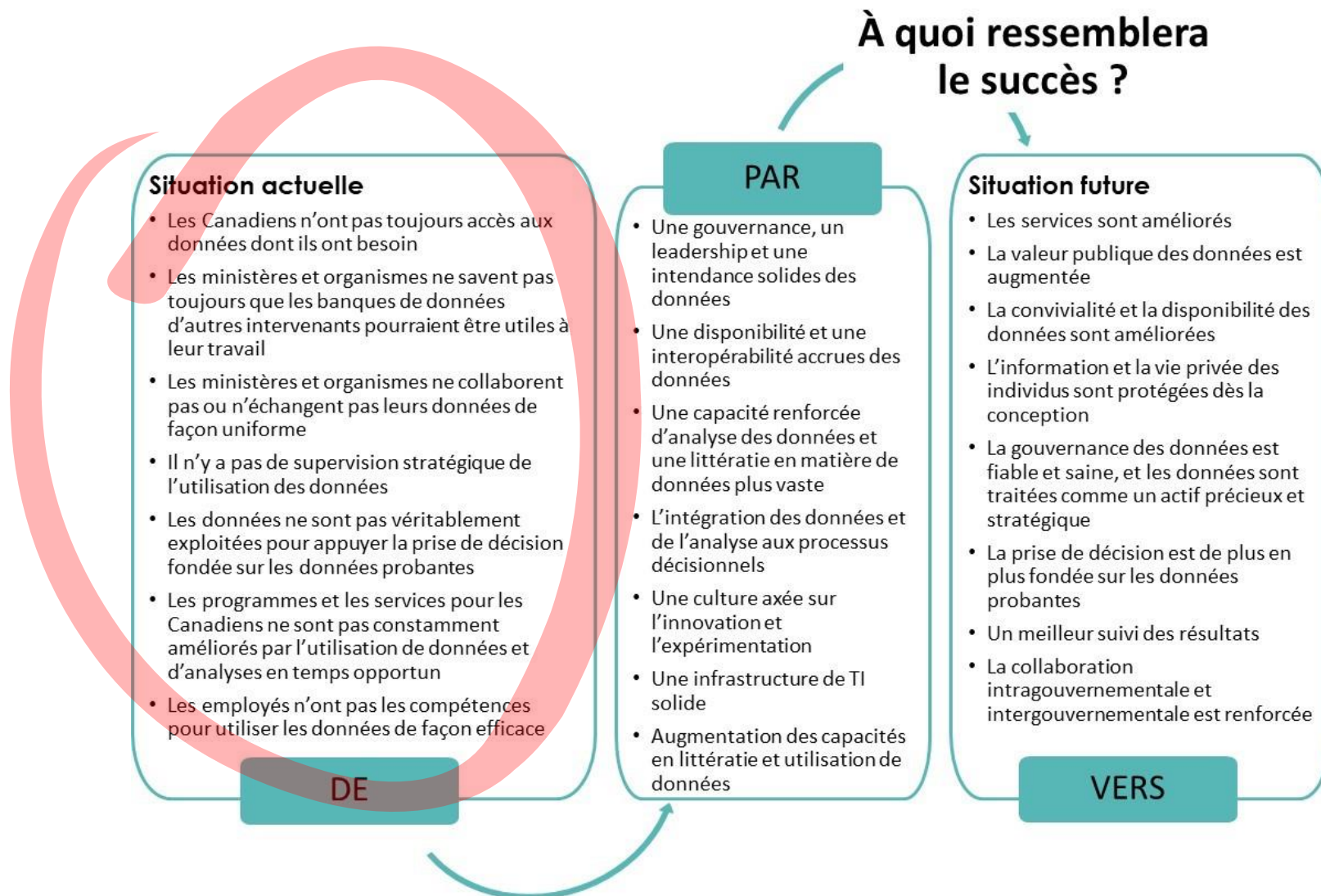
# UnGC : Une vision pour une prestation des services numériques et son infrastructure habilitante

Le Plan stratégique de GI-TI du GC de 2017 à 2021 a annoncé que « [le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada] élaborera une nouvelle stratégie afin d'établir des directives supplémentaires sur l'offre d'un guichet unique aux Canadiens pour l'ensemble des renseignements et des services [du gouvernement du Canada] et pour créer les conditions requises pour faire la transition vers une plateforme de service unique [du gouvernement du Canada]. »

## Architecture de référence de la plateforme UnGC



# Pourquoi agir maintenant?





## **PROJET EXPLORATOIRE : DONNÉES DE RÉFÉRENCE STANDARD POUR LES PROVINCES ET LES TERRITOIRES**



# Approche: Projet obligatoire

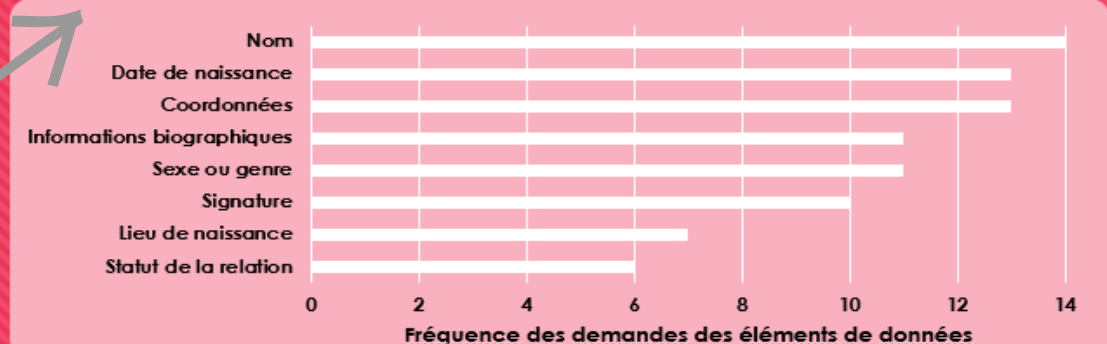
1

Au moyen des renseignements que les Canadiens demandent le plus souvent d'obtenir selon le volume élevé des services du GC (cinq fournisseurs de services : Emploi et Développement social Canada [EDSC], Agence des services frontaliers du Canada, Agence du revenu du Canada [ARC], Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et Anciens Combattants Canada), le SCT travaillera de façon méthodique à établir des normes de données organisationnelles pour ces jeux de données.

2

On commence avec un modèle de données de référence des PROVINCES et des TERRITOIRES créé par des spécialistes des données, comme les projets exploratoires...

Récurrence des informations demandées pour les services GC au volume d'application le plus élevé



\*Ce tableau ne reflète pas des renseignements mutuellement inclusifs, ce qui signifie que les 6 services collectant des renseignements sur l'état des relations ne collectent pas nécessairement la date de naissance, la signature, etc.

3

Le SCT rédigera une nouvelle norme relative aux données des provinces et des territoires, mènera des consultations auprès d'organisations et créera des tables sur la gouvernance en vue d'instaurer un nouvel instrument de politique obligatoire du CT en 2020-2021.

# Pourquoi les données de référence sont-elles importantes?

Les données de référence sont celles qui définissent l'ensemble de valeurs pouvant être utilisées en tant que codes uniques pour décrire les attributs d'une personne, d'un lieu ou d'une chose. Sans elles, les données sont incohérentes et ne peuvent pas être comparées ou échangées rapidement.

Les bonnes données de référence permettent de faire ce qui suit : utilisation uniforme, meilleure analyse, échange amélioré de renseignements et jeux de données ouvertes de grande qualité.

T1_TAX_PROV - Code de la province d'imposition - ARC		
Code de la province	Étiquette anglaise	Étiquette française
00	Newfoundland	Terre-Neuve-et-Labrador
05	Ontario	Ontario

EMPT_PROV_CD - Province d'emploi pour le T4		
Code de la province	Étiquette anglaise	Étiquette française
NL	Newfoundland	Terre-Neuve-et-Labrador
ON	Ontario	Ontario

Province - Vecteur du statut lié à l'assurance-emploi		
Code de la province	Étiquette anglaise	Étiquette française
01	Newfoundland	Terre-Neuve-et-Labrador
06	Ontario	Ontario

# Le défi

- Septembre 2018 – La Communauté de pratique sur les données intégrées (CPDI) a mis en place le **groupe de travail sur la gestion des données de référence**, coprésidé par EDSC et Statistique Canada.
- On a choisi les données de référence des provinces et des territoires en premier parce qu'il semblait s'agir d'un **point de départ facile...**
  - Le contenu n'a pas été contesté (dix provinces, trois territoires.).
  - Il était improbable que les données changent.
  - Les données étaient communes à l'ensemble des ministères.
- En janvier 2019, le groupe de travail avait établi **trois options** pour les provinces et les territoires :
  1. Code ISO de la subdivision du pays
  2. Code de Postes Canada
  3. Codes numériques des provinces et des territoires de Statistique Canada

# Le défi

- MAIS, il a été difficile de s'entendre sur une norme unique pour les raisons suivantes...
  - **Opinions divergentes** sur le code alphanumérique par opposition au code numérique (c.-à-d. N.-É. = 12).
  - **Aucun cadre et aucun principe commun** pour orienter le processus décisionnel (p. ex., axé sur le client plutôt que sur le système; par administration ou par lieu géographique).
  - **Aucun organe de gouvernance officiel** à qui transmettre les questions.
- En l'absence d'une orientation officielle en matière de gouvernance, les membres du groupe de travail ont retenu le code de Postes Canada (code alphanumérique) pour les provinces et les territoires (p. ex., N.-É., ON, AB) parce que tous les utilisateurs le **comprennent facilement et qu'il respecte le principe de l'accent sur le client.**

## *Leçons apprises?*

- Les décisions seront prises, même en l'absence d'une gouvernance. Toutefois, si nous voulons uniformiser (norme et conformité), **nous devons avoir en place des organes officiels pour établir l'orientation et prendre des décisions.**
- Cela comprend un cadre, des principes, des rôles et des responsabilités, ainsi que des processus clairs pour la transmission aux échelons supérieurs et la prise de décisions.



# Recommandation : Norme relative aux données des provinces et des territoires

Canadian Subdivision Code   Code de subdivision canadienne	Name in English   Nom en anglais	Name in French   Nom en français	Abbreviation English   Abréviation en anglais	Abbreviation French   Abréviation en français	Canadian Subdivision Type Code   Code de type de la subdivision canadienne
NL	Newfoundland and Labrador	Terre-Neuve-et-Labrador	N.L.	T.-N.-L.	1
PE	Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	P.E.I.	Î.-P.-É.	1
NS	Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	N.S.	N.-É.	1
NB	New Brunswick	Nouveau-Brunswick	N.B.	N.-B.	1
QC	Quebec	Québec	Que.	Qc	1
ON	Ontario	Ontario	Ont.	Ont.	1
MB	Manitoba	Manitoba	Man.	Man.	1
SK	Saskatchewan	Saskatchewan	Sask.	Sask.	1
AB	Alberta	Alberta	Alta.	Alb.	1
BC	British Columbia	Colombie-Britannique	B.C.	C.-B.	1
YT	Yukon	Yukon	Y.T.	Yn	2
NT	Northwest Territories	Territoires du Nord-Ouest	N.W.T.	T.N.-O.	2
NU	Nunavut	Nunavut	Nvt.	Nt	2

**Recommandation actuelle** : (de la Communauté de pratique sur les données intégrées) que le code de subdivision canadienne (code alphanumérique à deux caractères) soit le fondement d'une norme future sur les données intégrées pour les PROVINCES et les TERRITOIRES.

## 1

### CADRE DE LA GOUVERNANCE DES DONNÉES

- Un cadre du GC pour la gouvernance, l'intendance, la qualité, l'accessibilité, l'interopérabilité, la sécurité et la protection des renseignements personnels
- La Politique sur les services et le numérique définit les données comme étant un atout stratégique
- La gouvernance actuelle par le CEAI GC et le SM CPPI est un début, mais il est nécessaire d'avoir une communauté de données plus officielle comportant des rôles et des responsabilités définis

## 2

### PROJET EXPLORATOIRE

- Une recommandation communautaire visant à élaborer une nouvelle norme de données opérationnelles sur les données de référence PROVINCIALES ET TERRITORIALES
- Le projet exploratoire suivra un processus de bout en bout de rédaction d'une norme de participation communautaire élargie tout en saisissant les lacunes dans les définitions, les rôles et les responsabilités et les éléments requis de la gouvernance des données
- Présentation pratique aux intervenants et à la direction des éléments qui sont en jeu et démonstration du résultat bénéfique

# Autres références

# Contexte

## Juillet 2017 – Plan stratégique du GC pour la GI/TI de 2017 à 2021

- réunit pour la première fois les **outils de base** liés à l'information, aux **données**, à la technologie et à la sécurité requis pour assurer l'ouverture et la transparence du gouvernement et fournir des services améliorés aux Canadiens.

## Septembre 2018 – Lancement des Normes relatives au numérique du GC

- « Être de **bons utilisateurs de données** : Recueillir les données des utilisateurs une seule fois et les réutiliser autant que possible. Veiller à ce que les données soient **recueillies et conservées de manière sécuritaire afin que d'autres puissent facilement les réutiliser** pour offrir des services ».
- « Effectuer régulièrement des **itérations** et des améliorations : Élaborer des services au moyen de méthodes souples et itératives, axées sur l'utilisateur. Effectuer constamment des améliorations en réponse aux besoins des utilisateurs. Tenter de nouvelles choses, **commencer par de petits pas puis prendre de l'expansion.** »

## Novembre 2018 – Plan stratégique des opérations numériques de 2018 à 2022

- Le DPI du GC insiste sur le rôle de régie des données et sur le besoin d'avoir « ... des données fiables faisant autorité pour éclairer la prise de décisions et [...] la prestation de services ».

## Novembre 2018 – **Rapport au greffier du Conseil privé : Feuille de route de la Stratégie en matière de données pour la fonction publique fédérale**

- Appel à l'élaboration de **stratégies** ministérielles relatives aux **données** afin de répondre à l'utilisation stratégique des données à l'échelle du GC.

## Décembre 2018 – **Procédures obligatoires pour l'évaluation de l'architecture intégrée**

- Présente les exigences relatives à la **collecte, à la gestion, à l'entreposage et à l'échange de données.**

## Juillet 2019 – **Politique sur les services et le numérique du Conseil du Trésor**

- Le secrétaire du Conseil du Trésor du Canada est responsable **d'établir l'orientation stratégique en matière de gestion de l'information et des données** (4.1.2.2).
- Le DPI du Canada est responsable d'établir **des normes pangouvernementales relatives à l'information et aux données** afin d'assurer la qualité, l'accessibilité et l'interopérabilité des données (4.3.1.1).

# Exemple : Norme relative aux données organisationnelles

Une norme est un instrument de politique obligatoire du CT, qui présente des instructions techniques détaillées et des procédures liées à l'exécution d'une fonction.



## Les consultations vont porter sur des considérations clés :

- Date d'entrée en vigueur – *Quand entrera-t-elle en vigueur? Combien de temps les ministères auront-ils pour la mettre en œuvre entièrement? Quelles seront ses incidences? Quels seront ses coûts?*
- Application – *Quels sont les ministères qui doivent s'y conformer?*
- Contexte – *fondement lié à l'interopérabilité, à la qualité ou à l'accessibilité.*
- Définitions
- Énoncé de la norme – *préciser l'objectif et les résultats escomptés.*
- Exigences
- Conséquences – *conformité*
- Rôles et responsabilités
- Références

# Comparaisons avec d'autres normes utilisées pour les provinces et les territoires

Canadian Subdivision Code   Code de subdivision canadienne	Statistics Canada Standard Geographical Classification Code   Code de classification géographique standard de Statistique Canada	ISO Country Subdivision Code   Code ISO de la subdivision du pays
NL	10	CA-NL
PE	11	CA-PE
NS	12	CA-NS
NB	13	CA-NB
QC	24	CA-QC
ON	35	CA-ON
MB	46	CA-MB
SK	47	CA-SK
AB	48	CA-AB
BC	59	CA-BC
YT	60	CA-YT
NT	61	CA-NT
NU	62	CA-NU